

TRIBUNE

# L'inflation, symptôme d'un modèle néolibéral en bout de course

samedi 28 mai 2022, par [KHALFA Pierre](#), [RIGAUDIAT Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mai 2022).

**L'inflation est de retour. En comprendre les raisons suppose, avant tout, de savoir pourquoi elle a été quasi absente ces dernières décennies. Les économistes Pierre Khalfa et Jacques Rigaudiat vous expliquent tout ça.**

Avec la rupture introduite par le néolibéralisme dans les années 1980 et la mondialisation qui l'a accompagnée s'est mis en place un modèle économique bien particulier. Basé sur la création de valeur pour l'actionnaire, il vise à réduire les coûts par tous les moyens possibles avec une priorité absolue donnée à l'augmentation des profits. Cela a conduit à une « modération salariale » généralisée dans les pays développés, à la délocalisation de nombre d'activités productives dans des pays à bas salaires, au chômage donc et à l'éclatement des processus de production en de multiples segments de « chaînes de valeur ». Ceci s'est combiné avec une politique de zéro stock et une organisation en flux tendus, supposée permettre de répondre en temps réel aux besoins des consommateurs, alors qu'il ne s'agit que de limiter le capital immobilisé.

Cette chasse aux coûts a pour objectif de garantir aux actionnaires des multinationales une distribution de dividendes conséquente, en augmentation quasi constante, en dépit de la faiblesse extrême des gains de productivité. Mais elle a aussi permis des prix bas et stables pour les consommateurs, ce qui compensait en partie la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, les banques centrales augmentant leurs taux d'intérêt au moindre soupçon inflationniste. Tout le monde était censé y trouver son compte, sauf évidemment les impératifs écologiques, mis à mal, entre autres, par le développement vertigineux du transport des marchandises. Sauf, aussi, les salariés, ceux des pays du Sud, qui travaillent dans des conditions d'exploitation inouïes, comme ceux du Nord, qui, outre qu'ils doivent faire face au chômage, voient leurs droits réduits progressivement au nom de la compétitivité et doivent s'endetter pour faire face à la stagnation salariale.

C'est ce modèle qui est en train de craquer sous nos yeux. La crise financière de 2007-2008, suivie par la grande récession de 2009 avait déjà laissé les économies européennes dans un état exsangue, malgré le fait que la Banque centrale européenne (BCE) ait inondé les marchés financiers de liquidités et mis en œuvre des taux d'intérêt réels (défalcqués de l'inflation) négatifs. La politique d'austérité, plus ou moins massive suivant les pays et les rapports de forces sociaux, a débouché sur une quasi-stagnation de l'activité économique. Avant même, donc, la crise sanitaire, les économies développées donnaient de très sérieux signes de fatigue.

---

***Jamais les dividendes versés aux actionnaires et les rachats d'actions, dont l'objectif est d'en faire monter les cours, n'ont été aussi importants.***

---

La Covid-19, puis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, sont analysées par les économistes mainstream comme des chocs exogènes dont les conséquences sont certes gênantes, mais se résorberont dans le temps. Tout devrait donc, selon eux, rapidement revenir à la normale. C'est oublier que la crise sanitaire est à rebondissement, car elle touche « l'usine du monde », la Chine, et que les problèmes géopolitiques créés par la guerre en Ukraine ne sont pas prêts de se résorber. La désorganisation des chaînes de production, les goulets d'étranglement, les pénuries de matières premières, de composants électroniques, de pièces détachées se combinent avec une crise énergétique, aggravée par la folie spéculative, pour alimenter la hausse des prix. L'augmentation des prix du pétrole est due à une politique de restriction de l'offre organisée sciemment par l'OPEP et la Russie, qui veulent profiter de prix élevés à la veille d'une transition énergétique qui les pénalisera et limite d'ores et déjà les investissements dans le secteur. Enfin, le péril climatique se combine avec la crise géopolitique pour aggraver les pénuries alimentaires sur des marchés agricoles non régulés. Les périls sont encore devant nous.

Cette augmentation des prix est entretenue, non par une boucle prix-salaires comme voudraient nous le faire croire les gouvernants – les salaires réels (défalqués de l'inflation) baissent – mais par une boucle prix-profits. Jamais les dividendes versés aux actionnaires et les rachats d'actions, dont l'objectif est d'en faire monter les cours, n'ont été aussi importants. Les entreprises répercutent les augmentations de prix améliorant leur marge au passage ; l'exemple des raffineurs dont le taux de marge a été multiplié par plus de 2300 % en un an en est l'exemple caricatural. Et que dire du prix de l'électricité tiré par celui du gaz, alors même que celui-ci n'a qu'une place extrêmement réduite dans le mix français ...

La désorganisation des chaînes industrielles risque d'autant plus de se pérenniser, et avec elle l'inflation, que nous sommes dans une situation où commence à se mettre (trop) doucement en route la transition vers une économie décarbonée. L'impossibilité de coordonner réellement l'offre et la demande, par exemple des métaux rares ou des puces électroniques, entraîne de multiples déséquilibres sectoriels qui, tous, génèrent une hausse des prix. S'entremêlent donc pour expliquer la situation actuelle des causes conjoncturelles, liées à des événements précis (crises sanitaire et géopolitique), et des causes structurelles, liées à l'impasse dans lequel se trouve le néolibéralisme.

Dans cette situation, la réaction des pouvoirs publics vise avant tout à éviter de remettre en cause ce qui est l'essence du modèle néolibéral : la priorité absolue donnée aux profits des entreprises. Il s'agit donc, d'abord, d'éviter la hausse des salaires. Les gouvernements laissent filer à la baisse en termes réels les revenus fixes (salaires, pensions, minimas sociaux), se contentant au mieux de mesures d'accompagnement limitées, leurs pseudos « boucliers », qui sont loin de compenser les pertes de pouvoir d'achat. Face à cette situation, les banques centrales augmentent leurs taux d'intérêt, ou s'appêtent à le faire. Cette réaction est à la fois inefficace et dangereuse. Inefficace, car on ne voit pas comment des légères augmentations de taux pourraient casser une inflation dont la racine vient non d'une demande qui explose, mais, au contraire, de pénuries liées à des problèmes d'offre. Pour que cela puisse être efficace, il faudrait mettre en œuvre une thérapie de choc, telle que l'avait fait le président de la Fed Paul Volcker – le taux directeur réel de la Fed était passé de 1,8% en 1980 à 8,6% en 1981 – mais cela entraînerait une crise généralisée de la dette, une récession massive et brutale et rendrait encore plus difficile la transition écologique en freinant fortement l'investissement. Elle serait, de plus, dangereuse, car même si les taux réels restent

encore largement négatifs, le signal psychologique donné sera désastreux, alors même que le PIB en termes réels baisse en Europe, ainsi qu'aux États-Unis, et qu'une crise financière pointe son nez avec le krach pour l'instant rampant des places boursières. L'augmentation des taux ne peut aujourd'hui en rien être la solution pour réduire l'inflation.

## **Que faire alors ?**

Tout d'abord protéger la population par un blocage et un contrôle des prix, au-delà même des augmentations de salaire nécessaires. Cela est d'autant plus possible que, pour nombre de produits, nous avons affaire à des prix administrés par des entreprises en situation oligopolistique. Une baisse des taxes à la consommation (TVA, TICPE) ne peut se concevoir que dans une réforme fiscale d'ensemble, seule à même de redonner des marges de manœuvre à la puissance publique et de rétablir une justice fiscale aujourd'hui mise à mal. Au-delà, il faut s'engager à marche forcée dans la transition écologique, ce qui suppose des investissements massifs. Ils devront viser tant la recherche d'une meilleure efficacité énergétique – ce qui vaudra pour l'industrie, comme pour le logement –, et la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles. Cela suppose une planification écologique, mais aussi, on l'oublie trop souvent, une politique monétaire qui soit mise au service de cette transition. Autrement dit, des taux d'intérêt réels négatifs, le prolongement des achats de titres publics par la BCE, des facilités de crédit particulières pour les secteurs industriels engagés dans la transition écologique et la poursuite d'une politique d'emprunt européen pour l'accompagner.

L'objectif d'un retour à une inflation maîtrisée ne signifie donc pas faire de la stabilité des prix l'alpha et l'oméga de la politique économique et monétaire. Se focaliser sur le seul chiffre magique de 2% d'inflation, comme l'a fait pendant des décennies la BCE sous l'emprise des théories monétaristes, ne peut que mener à une situation déflationniste. Ce serait tomber de Charybde en Scylla.

**Pierre Khalfa et Jacques Rigaudiat**, économistes, membres de la Fondation Copernic

---

### **P.-S.**

• Regards. 27 mai 2022 :

<http://www.regards.fr/tribunes/article/tribune-l-inflation-symptome-d-un-modele-neoliberal-en-bout-d-e-course>